

Centre Régional Africain pour le
Développement Endogène et
Communautaire
Montée Zoé, Immeuble Express Union
B.P 7199
Tél : 692 87 94 59 / 681 02 14 84
E-mail : www.cradec.net



RAPPORT DE LA TABLE RONDE SUR: L'INTEGRITE DU TRESOR PUBLIC



TABLE DES MATIERES

.....	1
I. INTRODUCTION GÉNÉRALE	3
1. Contexte et justification.....	3
2. Objectifs de l'atelier	3
II. MÉTHODOLOGIE ET DÉROULEMENT DE L'ATELIER	3
1. Approche méthodologique	3
2. Déroulement de l'atelier	4
III. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS ET ENGAGEMENTS	6
1. Document d'orientation budgétaire	6
2. Engagements formels des parties prenantes	7
IV. RÉSULTATS TANGIBLES ET IMPACTS IMMÉDIATS	7
1. Succès notables lors du DOB 2025	7
2. Retombées médiatiques significatives	8
V. CONCLUSION ET PERSPECTIVES STRATÉGIQUES	8
VI. ANNEXES	9

I. INTRODUCTION GÉNÉRALE

1. Contexte et justification

La gestion transparente et équitable du trésor public constitue un pilier fondamental pour la réalisation des objectifs de développement du Cameroun, notamment son ambition d'émergence à l'horizon 2035. Cependant, des défis structurels persistent, compromettant l'efficacité des politiques budgétaires et sectorielles. Parmi ces défis figurent :

- La corruption et les flux financiers illicites (FFI) car estimés à 8,5 % du PIB annuellement (Global Financial Integrity).
- Une pression fiscale perçue comme élevée (12,6 % du PIB) avec une TVA régressive impactant 31 % des ménages pauvres.
- Le sous-financement des secteurs sociaux car seulement 1,02 % du budget alloué à la protection sociale en 2025.

Cette table ronde, organisée par le CRADEC dans le cadre du projet « *Renforcement de la Justice Fiscale* » financé par NORAD, visait à créer un cadre de dialogue multi-acteurs pour proposer des solutions concrètes en amont du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) 2025.

2. Objectifs de l'atelier

- Objectif principal

Promouvoir une gestion transparente et inclusive du trésor public, alignée sur les besoins des citoyens et les Objectifs de Développement Durable (ODD).

- Objectifs spécifiques

- Identifier les lacunes actuelles en matière de collecte et d'allocation des ressources publiques.
- Proposer des mécanismes innovants pour renforcer l'intégrité budgétaire (dématérialisation, audits indépendants, budgétisation sensible au genre).
- Élaborer un plaidoyer stratégique à l'attention des parlementaires membres du caucus APNIFFT pour influencer le DOB 2025.

II. MÉTHODOLOGIE ET DÉROULEMENT DE L'ATELIER

1. Approche méthodologique

L'atelier a adopté une méthodologie participative combinant des exposés techniques : Présentations par des parlementaires, des membres du GRFP (Groupe de Référence des OSC pour la Transparence des Finances Publiques) et des autres OSC partenaires. Des panels interactifs ont meublés des échanges structurés autour des défis et solutions.

Plus tard, des orientations budgétaires ont été proposées aux parlementaires membre du caucus national APNIFFT, afin que ceux-ci soit proposées lors du Débat d'Orientation Budgétaire à l'Assemblée Nationale et au Sénat.

2. Déroulement de l'atelier

Conformément aux TdR, durant cette journée, la Table Ronde a été meublée par une session introductive et des sessions de discussions autour des objectifs stratégiques. Elle a été animée dans une ambiance de convivialité incitant à la réflexion constructive pour aboutir aux résultats attendus.

❖ Session introductive

La session d'ouverture a été ponctuée par trois (03) articulations notamment :

- L'exécution de l'hymne National entonné par Mme ENENGBINE Audrey Chargée Suivi Evaluation au CRADEC ;
- Le mot de bienvenue du Directeur Exécutif du CRADEC M. Jean Mballa Mballa qui a ouvert la Table Ronde en soulignant l'importance stratégique de l'intégrité du trésor public pour la bonne gouvernance et le développement durable, dans le cadre du Document de Programmation Budgétaire et Économique 2024-2027. Il a insisté sur les enjeux majeurs que sont la lutte contre la corruption, les flux financiers illicites et la centralisation excessive des ressources. Il a appelé à une mobilisation concertée des acteurs institutionnels, parlementaires et de la société civile. Plusieurs recommandations ont été formulées : dématérialisation des procédures fiscales, audits indépendants, transparence des rapports, intégration de l'approche genre, et mise en place de mécanismes de suivi. Il a conclu sur un appel fort à l'engagement collectif pour inscrire l'intégrité du trésor public au cœur des politiques publiques au Cameroun.
- Le discours d'ouverture de la Table Ronde par le Sénateur NGAYAP Pierre Flambeau, Représentant des parlementaires de la Plateforme Parlementaires/OSC et Représentant de l'African Parliamentary Network on Illicit Financial Flows - APNIFFT Cameroon, entendu comme le Caucus des Parlementaires Camerounais sur les Flux Financiers Illicites. Le porte-parole des Parlementaires très reconnaissant de la relation qui le lie avec le CRADEC et TJNA dans le cadre de la justice contre le Flux Financiers Illicites, reconnaît la nécessité de renforcer la collaboration des OSC/Parlementaire dans le cadre des problématiques nouvelles comme le Débat d'Orientation Budgétaire et dit être prêt à répondre à toutes les questions qui seront posées.



❖ Principaux débats, analyses et orientation

○ *Diagnostic des défis budgétaires*

La session a révélé des constats alarmants sur l'état de la gouvernance financière au Cameroun.

Les membres du Groupe de Référence des OSC pour la Transparence des Finances Publiques (GRFP) ont présenté une analyse montrant que seulement 30% des dépenses publiques font actuellement l'objet d'audits indépendants. "Ce taux insuffisant ouvre la porte à des risques importants de détournement et de mauvaise allocation des ressources", a-t-elle souligné. Les audits existants concernent principalement les grands projets d'infrastructure, laissant de larges pans du budget national sans contrôle externe rigoureux.

Sur la dette publique, les chiffres présentés sont préoccupants. Un ratio de 45% du PIB, avec un service de la dette absorbant le quart du budget national. "Cette situation limite considérablement notre marge de manœuvre pour financer les politiques sociales et les investissements structurants", a expliqué la Directrice du GRFP. La composition de la dette montre par ailleurs une proportion croissante de dettes commerciales aux conditions moins favorables que les prêts concessionnels.

Aussi l'analyse du Citizens Lenses Report a montré que le secteur informel, qui représente 90% de l'emploi selon les données du GRFP, ne contribue qu'à hauteur de 2-3% aux recettes fiscales. Cette faible contribution s'explique à la fois par l'exclusion de ce secteur du système fiscal formel et par les difficultés de recouvrement.

➤ *Orientations phares*

- ✓ Sur la généralisation des audits :
 - Élaboration d'un plan pluriannuel (2025-2027) pour étendre les audits à 100% des dépenses publiques ;
 - Création d'une cellule spéciale d'audit au sein de l'Inspection Générale des Finances ;
 - Recrutement et formation de 50 auditeurs supplémentaires d'ici 2026.
- ✓ Sur la lutte contre les Flux Financiers Illicites (FFI) :
 - Application stricte de l'article 55 de la Constitution sur l'autonomie financière des CTD ;
 - Mise en place d'un registre central des bénéficiaires effectifs ;
 - Renforcement des sanctions pour enrichissement illicite (amendes pouvant aller jusqu'à 500 millions FCFA).

○ *Diagnostic de la budgétisation sensible au genre*

Mme ADAKOU, experte genre au sein de GRFP, a déploré que "seulement 16% du budget santé soit actuellement généré". Elle a présenté des cas concrets où l'absence d'analyse genre a conduit à des allocations inadaptées, comme des centres de santé maternelle sans accès pour les personnes handicapées.

○ ***Diagnostic de la finance climatique***

L'analyse des budgets climato-sensibles du Citizens Lenses Report a montré un déséquilibre marqué (51,8% pour l'atténuation contre 47,5% pour l'adaptation).

➤ ***Orientations opérationnelles***

- ✓ Sur la budgétisation sensible au genre
 - Formation obligatoire sur le genre pour tous les directeurs de budget ;
 - Intégration d'indicateurs sexo-spécifiques dans le logiciel PROBMIS ;
 - Objectif : 20 ministères avec budgets genrés d'ici 2026 (contre 10 actuellement).
- ✓ Sur les fonds Climat
 - Dotation initiale de 50 milliards FCFA ;
 - Gestion décentralisée par les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) ;
 - Répartition : 60% pour l'adaptation, 40% pour l'atténuation ;
 - Mécanisme de redevabilité incluant des représentants de la société civile.

➤ ***Engagements concrets***

A l'issue des débats, les participants ont adopté une feuille de route précise avec :

- Un calendrier de mise en œuvre (premiers résultats attendus pour le DOB 2026) ;
- Des indicateurs de suivi quantitatifs et qualitatifs ;
- Un mécanisme de redevabilité impliquant les OSC et les médias.

III. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS ET ENGAGEMENTS

1. Document d'orientation budgétaire

Les participants ont validé un document d'orientation budgétaire que devra utiliser les parlementaires lors du DOB articulé autour de 5 axes :

- 1) **Justice fiscale :**
 - Réforme de l'IRPP (indexation des tranches sur l'inflation).
 - Taxation des signes extérieurs de richesse.
- 2) **Budget social :**
 - Porter les dépenses sociales à 15 % du budget d'ici 2030.
 - Fonds d'urgence pour 5 millions de ménages vulnérables.
- 3) **Climat :**
 - Taxe carbone de 5 % sur les industries polluantes.
- 4) **Infrastructures :**
 - Électrification rurale (200 milliards FCFA investis).
- 5) **Gouvernance :**
 - Plateforme publique de suivi des dépenses en temps réel.

2. Engagements formels des parties prenantes

Les différents acteurs institutionnels et sociaux ont pris des engagements précis et mesurables à l'issue de cette table ronde stratégique :

- Les parlementaires membres du caucus APNIFFT se sont engagés solennellement à porter l'ensemble des orientations issues des travaux dans le cadre du Débat d'Orientation Budgétaire 2025, avec un plan d'action concret comprenant les propositions ciblées lors du DOB.
- Le Ministère des Finances (MINFI), par la voix de son représentant présent à la table ronde, a formellement annoncé son intention d'intégrer les principales orientations budgétaires dans le prochain Document de Programmation Budgétaire pluriannuel 2026-2028, notamment à travers la création d'une task-force interministérielle chargée de traduire ces orientations en mesures opérationnelles, avec un premier bilan prévu pour le trimestre suivant l'adoption du budget 2026.
- Le CRADEC a participé au DOB après avoir participé à des analyses citoyennes approfondies sur l'exécution budgétaire, mais aussi l'accompagnement des parlementaires dans toutes les chambres.

IV. RÉSULTATS TANGIBLES ET IMPACTS IMMÉDIATS

1. Succès notables lors du DOB 2025

L'influence déterminante des travaux préparatoires de la table ronde s'est concrétisée par plusieurs avancées majeures lors du Débat d'Orientation Budgétaire :

- Les parlementaires du caucus APNIFFT ont porté les orientations budgétaires innovantes pour un Cameroun plus équitable et résilient, après un travail de conviction approfondi du GRFP, s'appuyant sur les données techniques produites lors de la table ronde et du Citizens Lenses Report.
- Le Ministre des Finances a salué la qualité des contributions parlementaires membres du caucus APNIFFT et s'est engagé à intégrer ces propositions dans le Document de Programmation Économique et Budgétaire 2026-2028 et rendre compte régulièrement de leur mise en œuvre devant les instances parlementaires.



2. Retombées médiatiques significatives

Le CRADEC a déployé une campagne médiatique multicanale particulièrement efficace, comprenant non seulement la diffusion systématique des productions de ses médias partenaires sur son site institutionnel et ses réseaux sociaux (avec un reach estimé à plus de 50,000 personnes), mais aussi la conception et la large diffusion d'un Communiqué de Presse synthétique le 10 juillet 2025, document qui a servi de référence pour l'ensemble des commentateurs politiques et économiques.




V. CONCLUSION ET PERSPECTIVES STRATÉGIQUES

Cette table ronde historique a démontré avec éclat l'efficacité du dialogue multi-acteurs comme levier de transformation des défis budgétaires en véritables opportunités de réforme structurelle. Les prochaines étapes, déjà précisément planifiées, s'articuleront autour de deux axes majeurs :

- Mise en place d'un dispositif institutionnel pérenne pour assurer le monitoring précis de la mise en œuvre des recommandations, comprenant des points d'étape trimestriels, des rapports d'évaluation semestriels, et un bilan annuel public devant l'ensemble des parties prenantes.
- Lancement d'une vaste initiative pour aboutir à l'adoption dans le cadre législatif national d'une loi spécifique contre l'enrichissement illicite, intégrant les standards internationaux les plus exigeants en matière de transparence financière et de lutte contre la corruption.

VI. ANNEXES

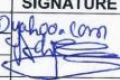

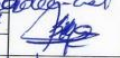

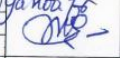
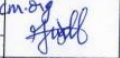


1. Liste des participants

FICHE DE PRESENCE

Objet : Table Ronde sous le thème : « Intégrité du Trésor Public »

Date et Lieu : 25 juin 2025 à l'Hôtel Félicia de Yaoundé – Cameroun

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	FONCTION	ADRESSE	SIGNATURE
1	APEDO-AMAH Adakou	Yaoundé	GASCAP/ GTOG	membre/ Pcr	E-mail : aadakou@yaho.com Tél : 677 529 14 B P :	
2	NALABE BOUGUE	Yaoundé	VOXAFRICA	Journaiste	E-mail : Tél : 631 38 45 46 B P :	
3	BOURBA Jacobs	Yde'	CRATEC	RAF	E-mail : bouba@cratec.net Tél : 674 907 017 B P : 7133 Yde'	
4	ENENGBINE Cécile	Yaoundé	CRATEC	Responsable du suivi évaluation	E-mail : cecile@cratec.net Tél : 655 37 25 08 B P :	
5	Cécile EBOBISSE	Yde'	G.Ref.	Membre Expert G	E-mail : ebobisse@yaho.fr Tél : 699 85 55 67 B P :	
6	Fokou Michel	Yde'	DMJ	contrôleur Financier Interne	E-mail : m.fokou@dmj.cm Tél : 672 972 400 B P : 31564 Yde'	
7	NTOLIMBA André	Yde'	Fonds de Cotonou	chargé de programmation	E-mail : anton@ntolimba.com Tél : 655 32 61 08 B P : 11213	
8	Amouneva	Y de'	INTEGRATION	amouneva@yaho.fr	E-mail : Tél : 691 71 60 95 B P :	

Organisme d'Appui à but non lucratif déclaré s/n° 00088/RDA/JO/BAPP du 22 avril 1996 Situé à la montée ZOE, N° contribuable M049600022565M,
Compte Bancaire N° 356654 64001 70 BICEC LE PARC/YAOUNDE



tax justice network - Africa

FICHE DE PRESENCE

Objet : Table Ronde sous le thème : « Intégrité du Trésor Public »

Date et Lieu : 25 juin 2025 à l'Hôtel Félicia de Yaoundé - Cameroun

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	FONCTION	ADRESSE			SIGNATURE
					E-mail :	Tél :	B P :	
	DJOB Emmanuel.	Yaoundé	EQVINOXE TV	OPV	E-mail :	Tél : 698 83 17 92	B P :	
	NGUINI ATANGANA Philibet	NOMAYOS	CRADEC	PCA	E-mail : nguinipeyohob	Tél : 699 92 22 10	B P :	
	Solomon Tembang	Yaoundé	The Guardian Post	Journalist	E-mail : lordtembang28	Tél : @yahoocom	B P : 67935907	
	Jean Marie NDOBO	Yaoundé	Nor-Africa	OPV	E-mail :	Tél : 699 53 89 35	B P :	
	Hou TABOULI Celestin	Yaoundé	A.N	Député	E-mail : celestin.tabouli@yahoofr	Tél : 699 86 40 49	B P :	
	MBARA TIPANE Cyille	Yaoundé	OSLC (TIE - GAD)	Coordonneur Four Facility	E-mail : tipanecyille@yahoo.fr	Tél : 699 27 69 33	B P :	
	DEPRIVALAO ASDRANG VICTOIRE	Yaoundé	Cameroun Press agency	Représentante	E-mail : victoiredrivalao@yahoofr	Tél : 697 25 24 87	B P :	
	Mme ANDELA Christe	Yaoundé	CRADEC Comité de réflexion	Coord.	E-mail : andelac@yahoocom	Tél : 699 94 17 50	B P : 11913	



tax justice network - Africa

FICHE DE PRESENCE

Objet : Table Ronde sous le thème : « Intégrité du Trésor Public »

Date et Lieu : 25 juin 2025 à l'Hôtel Félicia de Yaoundé - Cameroun

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	FONCTION	ADRESSE			SIGNATURE
					E-mail :	Tél :	B P :	
1	NGAYAP P. Flambeau	Donala	Senat	Caucus APN/IFFT	E-mail : p.ngayap@yahoofr	Tél : 699 50 41 60	B P :	
2	TABOULI Celestin	Yaoundé	A.N	Caucus APN/IFFT	E-mail : celestin.tabouli@yahoofr	Tél : 699 86 40 49	B P :	
3	BOUGNOM	Yaoundé	CED	Membre	E-mail :	Tél : 692 19 86 06	B P :	
4	Simo Josephine	Mboussa	Assemblée Nationale	Membre	E-mail :	Tél : 699 91 39 37	B P :	
	NZIE AWADU BAKO	Yaoundé	CRADEC	AAF	E-mail : Bakoawadu@gmail.com	Tél : 698 79 57 41	B P :	
	Boubakary	Yaoundé	efadec	Chauffeur	E-mail :	Tél : 677 45 70 50	B P :	
	MBALLA MBALLA Jean	Yaoundé	CRADEC	D.E	E-mail : mballa.mballa@cradec.iaf	Tél : 677 26 81 25	B P : 7199	
					E-mail :	Tél :	B P :	

3. Liens de publication des productions

médiatiques <https://www.cradec.net/index.php/fr/publications>

- <https://www.facebook.com/100067796125789/posts/pfbid088jTtK8DABaNPM6dRuYDZWmxk58Cgp1VrU54CU6rJnccv5YiA3JvYd8t1CR7CDUMl/?app=fbl>
- <https://www.facebook.com/CRADEC/videos/760071506461748/?app=fbl>
- https://www.linkedin.com/posts/centre-r%C3%A9gional-pour-le-d%C3%A9veloppement-endog%C3%A8ne-et-communautaire-c-r-a-d-e-c-activity-7346838957227163648-8Qee?utm_source=share&utm_medium=member_android&rcm=ACoAACMabaoBDa-JtVlqnk9AqADjejPHDYK0w64
- https://www.linkedin.com/posts/centre-r%C3%A9gional-pour-le-d%C3%A9veloppement-endog%C3%A8ne-et-communautaire-c-r-a-d-e-c-justicefiscale-genreetbudget-traezsorpublic-activity-7344339601127301120-YL5K?utm_source=share&utm_medium=member_android&rcm=ACoAACMabaoBDa-JtVlqnk9AqADjejPHDYK0w64
- <https://www.facebook.com/100067796125789/posts/pfbid0dpFtAZTRt6PXnb14vVei15jKA35gixucASUzTsK5mMTafGXoLjb9h4v23ks9r4G6l/?app=fbl>
- <https://www.facebook.com/100067796125789/posts/pfbid02VHXxbFcCwQXLZqs7E51eTDzxd32qatv8hqssXZ5EBzUAYZi3wQYEZEfNho7Aaaol/?app=fbl>
- https://www.linkedin.com/posts/centre-r%C3%A9gional-pour-le-d%C3%A9veloppement-endog%C3%A8ne-et-communautaire-c-r-a-d-e-c-communiquede-presse-activity-7350539139966017536-CAhW?utm_source=share&utm_medium=member_android&rcm=ACoAACMabaoBDa-JtVlqnk9AqADjejPHDYK0w64
- https://www.linkedin.com/posts/centre-r%C3%A9gional-pour-le-d%C3%A9veloppement-endog%C3%A8ne-et-communautaire-c-r-a-d-e-c-zoom-on-the-table-on-the-integrity-of-public-activity-7349459018970554368-XyKF?utm_source=share&utm_medium=member_android&rcm=ACoAACMabaoBDa-JtVlqnk9AqADjejPHDYK0w64
- https://www.linkedin.com/posts/centre-r%C3%A9gional-pour-le-d%C3%A9veloppement-endog%C3%A8ne-et-communautaire-c-r-a-d-e-c-justicefiscale-stopffi-daezveloppementafrique-activity-7348664912052666370--xFD?utm_source=share&utm_medium=member_android&rcm=ACoAACMabaoBDa-JtVlqnk9AqADjejPHDYK0w64

DOCUMENT D'ORIENTATION BUDGETAIRE POUR LES PARLEMENTAIRES MEMBRES DU CAUCUS APNIFFT POUR UNE GESTION INCLUSIVE DES FINANCES PUBLIQUES AU CAMEROUN

Aligné sur les travaux de la Table Ronde du 25 juin 2025¹ ; des rapports de l'analyse citoyenne de la Loi des Finances 2025 d'une part, des politiques publiques et des inégalités, du Groupe de Référence des OSC pour la Transparence des Finances Publiques d'autre part².

Contexte et Enjeux Capitaux

Le Cameroun, visant l'émergence à l'horizon **2035**, doit surmonter des défis structurels pour une croissance **inclusive et durable**. Malgré une croissance économique moyenne de **3%**, les inégalités persistent :

- **Pauvreté** : **37,5%** (2024), avec des disparités régionales criantes.
- **Dette publique** : **45% du PIB**, dont **25% du budget** absorbé par son service.
- Ressources naturelles abondantes vs Dette publique élevée (45% du PIB).
- **Secteur informel** : **90%** de l'emploi, vs Pression fiscale inéquitable (12,6% du PIB).
- **Sous-financement social** : Seulement **1,02%** du budget 2025 (74,65 milliards FCFA) alloué au secteur social.

➤ **Nouveaux défis critiques**

- ✓ Flux financiers illicites : Estimés à 8,5% du PIB annuellement (Global Financial Integrity).
- ✓ Dépenses fiscales inéquitables : Exonérations non évaluées représentant 2,1% du PIB (MINFI 2024).
- ✓ Déficit d'intégrité du trésor public : Seulement 30% des dépenses publiques font l'objet d'audits indépendants.

Objectif : Proposer un cadre stratégique d'orientations budgétaires (horizon 2026) intégrant les 5P du développement durable (**Personnes, Planète, Prospérité, Paix, Partenariats**), la budgétisation sensible au genre et au climat, et la localisation des ODD).

I. JUSTICE FISCALE ET ÉQUITÉ

➤ **Faits saillants**

Pression Fiscale Élevée :

¹ La Table Ronde sur l'intégrité du Trésor Public, organisé par le CRADEC, dans le cadre du Projet Renforcement de la Justice fiscale au Cameroun, a regroupé le Caucus national des Parlementaires Africains pour la lutte contre les Flux Financiers Illicites et la Fiscalité (en anglais, APNIFFT)

² Citizen Lens Report 2024 et Analyse citoyenne de la Loi de Finances 2025 par le Groupe de Référence des OSC pour la Transparence des Finances Publiques.

- En 2023, la pression fiscale est estimée à 12,6% du PIB, avec des prévisions de 13,55% pour 2024. Bien que ces chiffres soient inférieurs à la moyenne africaine de 17,2%, ils sont perçus comme élevés par 81% des chefs d'entreprise.

- TVA régressive : 31% des recettes fiscales pèsent sur les ménages pauvres.

Iniquité de la Charge Fiscale :

- Les impôts indirects, tels que la TVA, impactent de manière disproportionnée les ménages à faibles revenus. Les grandes entreprises supportent la majorité de la charge fiscale, tandis que de nombreux contribuables potentiels échappent à l'impôt.

Absence de Mesures Spécifiques :

- Il n'existe pas de mesures fiscales ciblées pour les femmes chefs de famille ou les entrepreneur-e-s, ce qui limite leur accès à des avantages fiscaux.

Problèmes de Gouvernance :

- La gestion des finances publiques manque de transparence, ce qui nuit à la confiance des citoyens. Plus de la moitié des dirigeants d'entreprises estiment ne pas avoir de bonnes relations avec les services fiscaux.

➤ Orientations budgétaires

- **Rééquilibrage de la Structure Fiscale :**

- Réduire la charge fiscale sur les ménages à faibles revenus. Ceci passe par la diminution de la dépendance aux impôts indirects comme la TVA, qui pèse plus lourdement sur les ménages à faible revenu. Cela peut être remplacé par des impôts directs plus progressifs, qui imposent davantage les revenus plus élevés.

- **Mise à Jour des Tranches d'Imposition :** Adapter le système fiscal à l'évolution économique, en actualisant les tranches d'imposition de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) pour refléter l'inflation et l'augmentation des revenus depuis 2004. Une indexation automatique aiderait à éviter que les contribuables ne soient placés dans des tranches plus élevées sans augmentation réelle de leur pouvoir d'achat.

- **Révision des Exemptions Fiscales :** Assurer l'efficacité des exonérations fiscales. Ceci passe par la mise en place d'un cadre pour évaluer périodiquement les exonérations fiscales afin de garantir qu'elles remplissent leur rôle sans engendrer d'inégalités.

- **Analyse de l'Impact Différencié :** Adapter le système fiscal aux réalités socio-économiques, à travers la réalisation des études sur l'impact du système fiscal sur divers groupes (par niveau de revenu, genre, secteur) pour identifier des ajustements nécessaires.

II. PILIER SANTÉ, ÉDUCATION ET PROTECTION SOCIALE

➤ Faits saillants

Santé : Le système de santé camerounais comporte trois niveaux d'offre de services et de soins : primaire, secondaire et tertiaire.

- Les principales sources de financement incluent le budget de l'État, les ménages et les bailleurs de fonds. Le prépaiement des ménages demeure la principale stratégie de mobilisation de ces ressources.
- On note des iniquités d'allocation budgétaire criardes ; par exemple : Le niveau tertiaire qui supporte 2,3% des besoins de santé reçoit 52% du budget, tandis que le niveau primaire, qui répond à 82,4% de besoin, ne reçoit que 28% des ressources. Contribution des ménages : 72% des dépenses de santé financées par les ménages, avec un paiement direct représentant 99% de cette contribution.
- **Budget de la santé** : Augmentation de 5,5% du budget global en 2011 à 7% en 2019.
- **Dépenses totales de santé** : Passées de 728,1 milliards FCFA en 2012 à 874,4 milliards FCFA en 2019.
- **Dépenses par habitant** : 36 305 FCFA en 2019, avec une augmentation de seulement 3% depuis 2012. 40% des villages sans centre de santé dans un rayon de 5 km.
- Budget passé de 3,5% à 4% et 3,3% et 3,6% du budget global de l'Etat respectivement de 2022 à 2023, 2024 ; est en deçà des standards de 15% du budget global de l'Etat recommandés la Déclaration d'Abuja et de Ouagadougou.
- Prise en compte insuffisante de l'aspect genre: 16% en 2024 et 17% en 2025

Éducation : Taux de scolarisation de <50% en zones rurales ; Manque de matériel pédagogique et numérique. Budget alloué est de 13% à 14,22% entre 2022 et 2025 encore loin des standards internationaux de 20% du budget global de l'Etat.

➤ ***Orientations budgétaires***

- Quota budgétaire social : Porter à 15% du budget d'ici 2030 (contre 1,02% en 2025), avec un focus sur : les Soins de Santé Primaire dont l'analyse coût bénéfice réalisé par le Minsanté démontre d'importants retour sur investissement et notamment le scénario moyen de mise en œuvre : Investissement de 1 340 milliards FCFA sur cinq ans pour améliorer la couverture des services. Ce scénario permettra de réduire la mortalité infanto-juvénile de 33%, contribuant ainsi à atteindre 49% des Objectifs de Développement Durable (ODD). En outre, il pourrait sauver 74 733 vies, avec un ratio de réduction de la mortalité de 27%.
 - **Rééquilibrage des allocations budgétaires** : Adresser l'iniquité dans l'allocation des ressources, y compris les ressources humaines et infrastructures sanitaires. S'attaquer aux iniquités flagrantes dans l'allocation des ressources budgétaires. Cela permettra de lever les principaux obstacles qui entravent le système de santé au Cameroun. Ce rééquilibrage facilitera le développement de stratégies solides pour assurer la couverture santé universelle, renforcera la sécurité sanitaire et garantira un meilleur retour sur investissement dans le secteur de la santé.

- **Mise en place d'un régime de financement communautaire** : Afin de promouvoir le crédit communautaire et le prépaiement des services de santé. Cela garantira une protection financière pour les populations en réponse à leurs besoins de santé.
- **Soutien à la société civile** : Renforcer le soutien à la société civile pour favoriser l'adhésion des communautés au régime de crédit communautaire et au prépaiement des services de santé.
- Accompagner les populations par des initiatives ciblées pour développer de nouvelles sources de revenus et améliorer leurs capacités contributives.
- **L'éducation** : Apurer les dettes **des** enseignant-e-s et investir 225 milliards FCFA dans le numérique éducatif.
- **La protection sociale** : Créer un fonds d'urgence pour les ménages vulnérables (cible : 5 millions de bénéficiaires d'ici 2027).

III. FINANCE CLIMAT ET BIODIVERSITÉ

➤ *Faits saillants*

- 12,27% du budget d'investissement (225,3 milliards FCFA) est climato-sensible, mais déséquilibré.
- 51,8% pour l'atténuation vs 47,5% pour l'adaptation.
- Biodiversité négligée : 0,57% des dépenses.
- Aucune analyse genre préalable à l'élaboration des projets climatiques.
 - *Orientations budgétaires*
- Taxe carbone : Instaurer une redevance de 5% sur les industries polluantes.
- Fonds climat communautaire : Doté de 50 milliards FCFA/an, géré par les CTD pour planter des arbres, protéger les rivières et aider les agriculteurs face au changement climatique.
- Énergies renouvelables : Atteindre 30% du mix énergétique d'ici 2030 (contre <5% actuellement) à travers l'installation des panneaux solaires dans plus de 1000 villages, et l'augmentation de la formation des techniciens en énergies renouvelables.

IV. PILIER INFRASTRUCTURES ET PME

➤ *Faits saillants*

- 71,07% du réseau routier est enclavé, ce qui limite l'accès des populations rurales aux marchés, aux services et aux opportunités économiques.
- le taux d'électrification au Cameroun est d'environ 65% en milieu urbain, alors qu'il atteint seulement 20% en milieu rural.
- Environ 16,25% du budget national du Cameroun en 2024 est alloué aux infrastructures.
- Selon les données de l'OMS (2020) environ 40% des villages au Cameroun n'ont pas accès à un centre de santé dans un rayon de 5 km.
- Le rail relie certaines grandes villes, mais son utilisation est limitée. De nombreuses sections du réseau ferroviaire nécessitent des réparations et des investissements pour améliorer la sécurité et la fiabilité.

- Des efforts sont en cours pour moderniser les installations portuaires. Les aéroports, en particulier celui de Yaoundé et de Douala, nécessitent des travaux d'extension et de mise à niveau.
- Le Cameroun dispose d'un potentiel hydroélectrique significatif. Cependant, l'accès à l'électricité est insuffisant et inégal, avec environ 60 % de la population ayant accès à l'énergie.
- L'accès à l'eau potable est une problématique majeure, surtout en milieu rural et Environ 80% des habitants des grandes villes ont accès à des services d'eau potable améliorés
- Le problème de gestion des déchets est omniprésent dans nos villes. Le système d'assainissement est souvent insuffisant, ce qui pose des risques pour la santé publique.
- En 2023, le taux de pénétration d'internet haut débit mobile était estimé à 39% au Cameroun, un taux qui gagnerait à être amélioré pour renforcer l'industrie du pays.
- Projet d'accès à l'eau à Bafoussam (Cameroun) : Ce projet a impliqué la construction de réseaux d'approvisionnement en eau dans des quartiers défavorisés, avec une approche participative où les bénéficiaires avaient voix au chapitre dans le choix des infrastructures. Les résultats ont montré une augmentation significative de l'accès à l'eau potable et une réduction des maladies d'origine hydrique.

➤ ***Orientations budgétaires***

○ **Amélioration du Cadre juridique :**

- Établir des lois garantissant un accès équitable aux infrastructures essentielles, avec des mesures pour les groupes vulnérables.

○ **Politiques Spécifiques :**

- Appliquer les plans d'aménagement des régions et les plans de contingence.
- Tenir compte des besoins spécifiques des femmes et des hommes lors de la mise en œuvre de certains projets d'infrastructures.

○ **Renforcement des Mécanismes de Financement :**

- Systématiser et mobiliser les fonds existants (fonds routier, électrification rurale).
- Introduire des incitations fiscales et subventions pour les investissements dans des infrastructures inclusives.
- Encourager la mobilisation des financements liés à la responsabilité sociale des entreprises (RSE).

○ **Renforcer les capacités des parties prenantes dans la chaîne des partenariats public-privé (PPP).**

○ **Modèle de Gouvernance Participative :**

- Renforcer les plateformes de dialogue intersectorielles pour favoriser la collaboration entre gouvernement, société civile et secteur privé.

○ **Transparence et Reddition de Comptes :**

- Instituer des mécanismes de suivi des budgets et projets d'infrastructure, avec des rapports publics réguliers.

- Mettre en place des évaluations indépendantes pour s'assurer que les projets répondent aux besoins des communautés.
- Allouer 30% des contrats publics aux PME locales (dont 40% aux femmes entrepreneures).
- Électrification rurale : Investir 200 milliards FCFA dans des micro-réseaux solaires (cible : Porter l'accès à l'électricité de 20% à 50% dans les campagnes)

V. MOBILISATION DES RESSOURCES ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

➤ *Faits saillants*

- Absence de loi pour lutter contre l'enrichissement illicite ;
- Non application de l'article du code général des impôts sur les signes extérieurs de richesse ;
- Inscription sur la liste grise du GAFI ;
- Diaspora : Transferts annuels de ~300 milliards FCFA sous-utilisés.
- PPP : Seulement 5% des projets structurants
- Multitude d'institutions dédiées aux pouvoirs et ressources limités
- Participation citoyenne marginalisée dans le contrôle budgétaire.
- Corruption : Coûte 2,5% du PIB annuellement (source : MINFI).

➤ *Orientations budgétaires*

- Créer un site internet public où tous les citoyens pourront voir en direct comment l'État dépense l'argent, savoir qui reçoit les contrats publics et suivre l'avancement des projets.
- Budget sécurisé : Allouer 1% du budget national à la lutte anti-corruption (soit ~74 milliards FCFA en 2025). Cet argent servira à former des enquêteurs spécialisés, acheter des logiciels pour détecter les fraudes et protéger ceux qui dénoncent la corruption.
- En activant l'article du code général des impôts sur les signes extérieurs de richesse, le gouvernement pourra explorer une nouvelle niche fiscale qui va améliorer les recettes budgétaires de l'Etat. Cette niche va permettre au gouvernement d'ériger une loi sur l'enregistrement illicite.
- Diaspora : Créer un fonds dédié (100 milliards FCFA) cofinancé par l'État et les expatriés.

VI. AXES TRANSVERSAUX

A. Budgétisation Sensible au Genre (BSG)

- **Objectif** : Atteindre 20 ministères avec des budgets genrés d'ici 2026 (contre 10 en 2025).
- **Outils** : Opérationnaliser PROBMIS (logiciel genre) et publier des indicateurs sexo-spécifiques.
- Faire l'analyse genre des administrations

B. Fiscalité et Genre

- **Objectif** : Intégrer la justice fiscale de genre dans la réforme de la politique fiscale nationale d'ici 2026, avec un ciblage accru des femmes, notamment dans le secteur informel et les PME dirigées par des femmes.

○ **Outils :**

- ✓ Réaliser un diagnostic fiscal différencié selon le genre (analyse de l'impact des impôts et exonérations sur les femmes).
- ✓ Introduire des instruments fiscaux incitatifs pour les femmes entrepreneures (taux réduits, crédit d'impôt, exonérations ciblées).
- ✓ Intégrer une analyse sexo-spécifique dans les annexes fiscales de la loi de finances.
- ✓ Former les agents des impôts à la fiscalité inclusive.
- ✓ Adopter un cadre stratégique pour une fiscalité sensible au genre, en lien avec le MINFI et le MINPROFF.
- ✓ Former les Elus locaux, les parlementaires à la prise en compte du genre dans la fiscalité.

C. Budgétisation Sensible au Climat (BSC)

- **DBSC** : Rééquilibrer les dépenses vers l'adaptation (60%) et intégrer le genre dans 100% des projets climatiques.

D. Localisation des ODD

- **CTD** : Augmenter les transferts à **1.500 milliards FCFA** (+56% vs 2025) et former les élus locaux sur les ODD.

4. Communiqué de presse du 10 juillet 2025

COMMUNIQUE DE PRESSE



POUR UNE GOUVERNANCE BUDGÉTAIRE INCLUSIVE ET TRANSPARENTE AU CAMEROUN

Synthèse des avancées du Débat d'Orientation Budgétaire 2025

Le Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC) se réjouit de la qualité des échanges lors du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) 2025, tenu à l'Assemblée Nationale et au Sénat les 7 et 8 juin 2025, respectivement. Cet exercice démocratique crucial, accompagné par le CRADEC et les membres du *Groupe de Référence de la Société Civile chargé des Finances Publiques* (GRSCFP), a permis aux parlementaires membres du caucus national du *Réseau des Parlementaires Africains pour la lutte contre les Flux Financiers Illicites et la Fiscalité*, APNIFFT en anglais, de porter les orientations budgétaires innovantes pour un Cameroun plus équitable et résilient.

Alors que le Cameroun poursuit son ambition d'émergence à l'horizon 2035, le DOB 2025 s'est déroulé dans un contexte marqué par :

Une croissance économique à 3%, mais des inégalités persistantes (**37,5% de pauvreté** en 2024) ;

Une dette publique à 45% du PIB, avec un quart du budget consacré à son service ;

Un secteur informel dominant (90% de l'emploi) et une fiscalité inéquitable (TVA régressive pesant à **31%** sur les ménages modestes) ;

Un sous-financement chronique des secteurs sociaux (seulement **1,02% du budget** en 2025 pour la protection sociale).

Forts des propositions d'orientations budgétaires issues de la **Table Ronde sur l'intégrité du Trésor Public (tenue le 25 juin 2025)**, les parlementaires ont formulé des projections ambitieuses structurées autour de cinq piliers :

1. Une fiscalité plus juste et équitable

- **Réforme urgente des tranches d'IRPP** pour corriger les disparités et refléter l'inflation sur les revenus depuis 2004. Une indexation automatique aiderait à éviter que les contribuables ne soient placés dans des tranches plus élevées sans augmentation réelle de leur pouvoir d'achat ;
- **Réduire la charge fiscale sur les ménages à faibles revenus**, diminuant la dépendance aux impôts indirects comme la TVA, qui pèse plus lourdement sur les ménages à faible revenu. Cela peut être remplacé par des impôts directs plus progressifs, qui imposent davantage les revenus plus élevés ;
- **Mise en œuvre effective de la taxation des signes extérieurs de richesse**, conformément au Code général des impôts ; Sous-section VIII: Taxation d'après les signes extérieurs de richesse et Article 66.



692 87 94 59 / 681 02 14 84



cradec1996@gmail.com



cradec1996@gmail.com



www.cradec.net



2. Un budget social ambitieux

- Porter les dépenses sociales à 15% du budget d'ici 2030 (contre 1,02% en 2025) ;
- Investissement massif de 225 milliards FCFA dans le numérique éducatif pour réduire la fracture scolaire ;
- Augmentation du budget santé à 4% (contre 3,6% en 2025) et couverture universelle des soins primaires, permettant de sauver 74 733 vies d'enfants.

3. Un engagement climatique renforcé

- Allocation de 12% du budget d'investissement à des projets climato-sensibles ;
- Création d'un Fonds Climat de 50 milliards FCFA/an pour financer l'adaptation et l'atténuation ;
- Développement des énergies renouvelables pour atteindre 30% du mix énergétique d'ici 2030 (contre moins de 5% actuellement).

4. Des infrastructures au service du développement territorial

- Électrification de 60% des zones rurales (contre 20% aujourd'hui) ;
- Réduction à 10% des villages sans centre de santé dans un rayon de 5 km ;
- Généralisation des audits indépendants pour 100% des dépenses publiques majeures.

5. Une gouvernance financière transparente

- Lutte renforcée contre la corruption via un budget dédié (1% du budget national) ;
- Plateforme publique de suivi des dépenses en temps réel ;
- Mobilisation de la diaspora (300 milliards FCFA de transferts annuels).

Le Ministre des Finances a salué la qualité des contributions parlementaires membres du caucus APNIFFT et s'est engagé à :

- Intégrer ces propositions dans le Document de Programmation Économique et Budgétaire 2026-2028 ;
- Rendre compte régulièrement de leur mise en œuvre devant les instances parlementaires.
- Accompagner les parlementaires dans leur suivi d'intégration des orientations proposées dans le projet de Loi de Finances 2026, lors de la session budgétaire de novembre 2025.

Pour garantir l'effectivité de ces avancées, le CRADEC et ses partenaires se sont engagés à :

- Poursuivre la production d'analyses citoyennes des politiques pour éclairer le débat public ;
- Accompagner les commissions budgétaires dans le suivi rigoureux de l'exécution budgétaire ;
- Renforcer les capacités des parlementaires sur les enjeux de redevabilité, de genre et de finance climatique.
- Vulgariser le Budget Citoyen.

Yaoundé, le 10 juillet 2025